

Extrait de : Anna Feigenbaum, *Petite histoire du gaz lacrymogène*, Paris, Libertalia, 2019, 336 pages, 17 €.



Présentation du livre

« Une préoccupation fondamentale traverse le débat sur le gaz lacrymogène : quelle est la relation entre le profit financier et la violence policière ? »

D'abord utilisé sur les champs de bataille de la Première Guerre mondiale, le gaz lacrymogène fut peu à peu intégré, non sans entorses aux conventions internationales, à la panoplie du maintien de l'ordre civil aux États-Unis puis dans l'Empire colonial britannique et, enfin, partout dans le monde. Il a fini par jouer, dans le raidissement du contrôle social, un rôle central, qui en fait l'un des piliers des pouvoirs établis ainsi qu'un fructueux produit pour l'industrie de l'armement.

Irréprochablement documenté, ce livre décrit comment l'usage de ce gaz de combat a causé, par milliers, des blessures graves, des traumatismes, des mutilations, des asphyxies, des décès - mais aussi comment il s'inscrit dans un processus de maîtrise, par la force brute, des foules et de l'espace public.

L'autrice propose un récit saisissant, plus particulièrement axé sur le monde anglo-saxon, qui nous mène des laboratoires militaires américains et britanniques au salon Milipol, en passant par les lieux de résistance brutalement évacués - et qui fourmille de témoignages et de documents déclassifiés démontrant les dangers du maintien de l'ordre toxique.

Chercheuse en sciences sociales, enseignante à la Bournemouth University (Royaume-Uni), Anna Feigenbaum a publié *Protest Camps* (ZED, 2013) et *Tear Gas* (Verso, 2017).

Même si l'industrie des équipements antiémeutes n'a jamais été aussi florissante, elle doit se contenter de miettes, en termes de chiffre d'affaires, comparée aux entreprises qui vendent des armes lourdes, des véhicules blindés ou des avions militaires. Alors qu'une seule vente de missiles rapporte des millions, le prix d'une grenade excède rarement

20 dollars. Il faut vendre beaucoup de gaz lacrymogène pour approcher du pactole que les autres marchands d'armes empochent. C'est pourquoi certaines entreprises du secteur, comme Rheinmetall Denel, sont liées à de plus gros producteurs d'armes. D'autres se fient au ciblage d'un segment particulier ou à l'offre de prestations sur mesure pour conserver ou conquérir des parts de marché. Et puis il y a des investisseurs qui pensent que le meilleur moyen de s'enrichir, c'est de diversifier les placements : immobilier de luxe, financement d'une ligne de produits innovants et d'une marque à la mode, collection de tableaux de maîtres ou d'objets d'art de grande valeur... Pourquoi ne pas y ajouter une gamme d'équipements antiémeutes ?

Laissez-moi vous présenter Warren Kanders, PDG du groupe Safariland. Ce consortium, spécialisé dans les équipements de sécurité et de maintien de l'ordre, est composé de 25 filiales ayant chacune sa propre marque. Safariland est comme une grande surface de la répression - et son patron est l'incarnation des 1 % de riches que dénonçait le mouvement Occupy. La fortune de Kanders, estimée à 180 millions de dollars, figure en haut des classements. Il siège au conseil d'administration du prestigieux Whitney Museum of American Art de New York. Il consacre son temps libre à faire la tournée des galeries d'art pendant que son épouse améliore la décoration de leur luxueuse demeure.

L'histoire de son entreprise en dit long sur le profil des investisseurs qui profitent de l'expansion actuelle du secteur de la répression.

Fondée en 1964, Safariland fabriquait à l'origine des étuis d'armes de poing. Cette petite entreprise fut rachetée, en 1969, par Body Armor, une des plus grosses firmes de fournitures policières, qui allait devenir Armor Holdings. Spécialisée dans les équipements de protection et les holsters et disposant d'un capital limité, Body Armor n'avait pas la capacité d'être compétitive sur le marché des armements antiémeutes. L'entreprise était sur le point de faire faillite au milieu des années 1990 lorsque Kanders s'empara des commandes en homme providentiel.

Banquier d'affaires chevronné, Kanders fut, en 1992, l'un des plus gros gagnants de Wall Street : cette année-là, l'action de sa chaîne d'opticiens, Benson Eyecare, gagna 1820 %, passant de 33 cents à 6 dollars. À l'époque, Kanders confia au *Los Angeles Times* que la clé du succès sur un marché fragmenté était, « pour un investisseur avisé, de fournir des produits à coûts réduits, grâce aux économies d'échelle[1] ». Appliquant ce principe aux équipements policiers, Kanders acquit, en 1996, une participation majoritaire dans Body Armor. Sa holding, Kanders Florida Holdings, racheta les actions que détenaient deux des fournisseurs de matières premières de Body Armor, Clark Schwebel et Hexcel Corporation. Avec 66 % des actions de l'entreprise, Kanders entreprit de jouer les investisseurs avisés.

Sa première initiative fut de la rebaptiser « Armor Holdings », la dotant en même temps d'un statut de société de portefeuille pouvant multiplier les acquisitions horizontales - ceci dans le but de profiter de l'embellie que connaissait le secteur des technologies sécuritaires dans les années 1990. Sous l'impulsion de Kanders, Armor Holdings racheta Defense Tech pour 5,5 millions de dollars, ajoutant ainsi à son catalogue les aérosols de gaz poivre, les munitions assourdissantes et aveuglantes, les grenades de désencerclement, les balles en caoutchouc. Cette diversification ne tarda pas à donner ses fruits : Armor Holdings déclara un revenu de 31 millions de dollars dès la fin de l'année 1996[2]. La même année, Kanders acheta une « belle maison coloniale à Greenwich, dans le Connecticut, pour 8,1 millions de dollars[3] », où il emménagea avec celle qui allait devenir sa deuxième épouse, Allison Merrill Smith.

Puis Armor Holdings racheta d'autres fabricants de gaz lacrymogène. En juillet 1998, l'entreprise racheta la division « fournitures policières » de Mace Security International, qui comprenait Federal Laboratories. Cette acquisition, qui lui donnait notamment le droit d'utiliser la marque Mace, connue de tous aux États-Unis, coûta à Armor Holdings 4,6 millions de dollars, payés comptant, auxquels s'ajoutaient 600 000 dollars mis en mains tierces[4]. Après cette prise de contrôle de Mace et de Federal Laboratories, l'expansion d'Armor Holdings, sous la conduite d'un multimillionnaire de la côte Est, n'en était qu'à ses débuts.

Comme nous l'avons vu au chapitre II, Federal Laboratories était devenue, dans les années 1920, l'un des deux plus gros fabricants de gaz lacrymogène avec la Lake Erie Chemical Company. Ces deux entreprises américaines travaillaient en étroite collaboration avec le Chemical Warfare Service, organisme militaire qui avait perfectionné les composés chimiques de ce gaz et mis au point une kyrielle d'armes et de munitions adéquates. Les grenades estampillées Federal Laboratories jonchaient le sol des rues de La Paz comme de San Francisco, de Calcutta comme de Chicago. Dans les années 1930, des photos de ces grenades illustraient les rapports des commissions d'enquête sur le commerce des armes.

Pendant l'orgie de dépenses antiterroristes qui suivit les attentats du 11 septembre 2001, le chiffre d'affaires de l'entreprise de Kanders monta en flèche. Très proche des fonctionnaires fédéraux chargés de la sécurité intérieure, Kanders rejoignit le conseil d'administration de la Federal Enforcement Homeland Security Foundation (FEHSF), un partenariat privé-public entre « des chefs d'entreprise concernés et des fonctionnaires fédéraux de haut rang, en exercice ou à la retraite ». À son conseil d'administration siègent, entre autres, « l'acteur patriote Dean Cain » (surtout connu pour avoir joué Superman dans une série télévisée éponyme), le PDG de la société de crédit hypothécaire Paradigm et celui de la société d'investissement privé Sun Capital Partners. Association à but non lucratif, la FEHSF soutient financièrement la création de synergies entre les services fédéraux dans le domaine de la sécurité intérieure. Elle œuvre en liaison avec des agents de terrain et des membres de l'administration fédérale à Washington. Sa mission est de contribuer « à la guerre contre le terrorisme sur le sol américain et à la protection de nos familles et de notre pays », grâce à des échanges d'informations, des partenariats commerciaux et des mesures de soutien au renforcement de la sécurité des frontières. Les services étatiques et policiers qu'elle appuie comprennent le service des douanes et de la protection des frontières des États-Unis, le ministère de la Justice, et la Drug Enforcement Agency (DEA, service de police fédéral chargé de la répression des trafics de drogue). Ces alliances permettent à la fondation d'éviter « les embûches bureaucratiques », afin de « soutenir les héros américains qui protègent et défendent l'Amérique[5] ».

Reposant sur un discours qui ressasse le nationalisme du général Amos Fries et la paranoïa des idéologues du « Garden Plot », cette vision valorise une approche militaire de l'urgence antiterroriste et de la sécurisation des foyers américains. Si certains des fonds alloués par la fondation servent à soutenir les familles de policiers tués dans l'exercice de leurs fonctions, elle accorde une bonne partie de ses subsides au renforcement de services répressifs jugés « dans le besoin ». Elle sponsorise des conférences et des réunions où les responsables du maintien de l'ordre peuvent se rencontrer et s'échanger des informations et des conseils tactiques. Elle finance aussi des lieux d'entraînements et des équipements destinés à améliorer l'efficacité policière. Enfin, elle investit – pour le plus grand profit de certains membres de son conseil d'administration, comme Kanders – dans « de nouveaux produits et services nécessaires à la guerre contre le terrorisme sur le territoire américain[6] ».

À l'exemple du programme de transfert de technologie n° 1033 (en vertu duquel des équipements militaires usagés peuvent être transférés à la police et aux services de sécurité des écoles et des universités), la FEHSF instaure des partenariats qui ne propagent pas seulement des armes mais aussi une mentalité du recours prioritaire à la force dans les domaines de la sécurité et de l'ordre public. Mais, à la différence du programme n° 1033, la fondation sert, tout autant qu'à recycler du matériel et des idées toutes faites, à réattribuer des contrats commerciaux et à privatiser des missions de police.

Au nom de la « sécurité intérieure », la pratique du maintien de l'ordre est sous-traitée à des entreprises cotées en Bourse afin que, comme dans d'autres secteurs tels que la santé et les transports, un service public soit « externalisé » et administré par des entités privées en quête de profits. Créée pour accroître les revenus de riches actionnaires, la FEHSF n'en a pas moins le statut d'association à but non lucratif et se présente comme un lieu de médiation – un simple intermédiaire entre les intérêts privés et les projets publics –, alors qu'en réalité elle sert essentiellement à favoriser des transactions lucratives. La raison d'être de cette coterie, au sein de laquelle frayent chefs de la police et chefs d'entreprise, est en fait d'amplifier les dépenses publiques en matière de sécurité dans le but d'accroître les dividendes d'actionnaires de sociétés privées, qui prospèrent grâce à l'insécurité. Et la mort « au combat » de policiers, aux familles desquels elle octroie pieusement de modestes sommes, est en elle-même un facteur d'enrichissement pour ceux dont elle sert les intérêts : surmédiatisés, ces accidents du travail contribuent à augmenter le besoin de protection – et donc d'équipements et d'effectifs sécuritaires – ressenti par le public.

En 2007, William Kandors occupait la 27^e place du classement, établi par le magazine économique *Forbes*, des dirigeants d'entreprises les mieux rétribués. Cette année-là, il empocha 300 millions de dollars. Le mensuel *Vanity Fair* expliquait cette prospérité en ces termes : « La guerre en Irak a été une aubaine pour l'entreprise que dirige Kandors, Armor Holdings, le premier fabricant américain de blindage pour véhicules de combat Humvee. » Le succès croissant d'Armor Holdings attira l'attention du plus gros marchand d'armes britanniques, BAE Systems, qui en fit l'acquisition, en 2007, pour 4,1 milliards de dollars, l'incorporant à son pôle « sport et maintien de l'ordre », nouvellement créé. Ce rachat « créa une opportunité significative de faire croître l'entreprise sur nos marchés » et « permit aux clients d'Armor Holdings de bénéficier des talents, des ressources et de la technologie dont disposait un fournisseur majeur d'équipements de défense[7] ».

Mais cette acquisition fut de courte durée, car les poursuites judiciaires engagées contre Armor Holdings ne tardèrent pas à se multiplier. Le ministère de la Justice américain l'accusait d'avoir fabriqué et commercialisé des gilets pare-balles entre 2000 et 2005 en sachant pertinemment que leur matériau de base, le Zylon, ne convenait pas à cet usage et se dégradait rapidement. Armor Holdings se défendit en prétendant que ses dirigeants ignoraient tout de ces insuffisances. En 2008, pour éviter d'être reconnu coupable d'avoir violé le False Claims Act (loi fédérale promulguée pendant la guerre de Sécession pour sanctionner les déclarations frauduleuses des fournisseurs de l'armée), Armor Holdings accepta de verser 30 millions de dollars au ministère de la Justice, à titre de compensation[8]. Armor Holdings accepta de cracher au bassinet pour « éviter des frais d'avocat considérables et l'inévitable incertitude d'un procès[9] »...

Ce ne fut pas leur seul problème judiciaire. L'EPA accusa la filiale d'Armor Holdings, qui commercialisait les aérosols d'autodéfense Mace, de ne pas s'être conformée à des décisions de justice concernant sa gestion des déchets toxiques. Entre autres infractions, l'entreprise stockait des déchets classés comme dangereux dans des conteneurs tout près de la rivière Walloomsac, dans les montagnes Vertes (Vermont). En 2008, des inspecteurs

de l'EPA dénombrent 80 tonnes de produits chimiques, dépourvus d'étiquettes, et constatèrent que l'entreprise manquait à l'obligation légale de traiter ces déchets et de stocker les résidus de gaz poivre selon les normes en vigueur. L'un des cadres dirigeants d'Armor Holdings, Jon Goodrich, fut condamné à une amende de 100 000 dollars, après avoir plaidé coupable d'avoir stocké des déchets dangereux sans autorisation sur le site du Vermont. L'entreprise dut, en outre, débours 785 000 dollars pour le nettoyer[10].

À peu près au même moment, un ancien vice-directeur des ventes internationales d'Armor Holdings, Richard Bistrong, était accusé de pratiques commerciales illégales. Des procureurs accusaient Bistrong d'avoir versé des pots-de-vin, entre 2001 et 2006, pour décrocher des contrats de fourniture de casques, de gilets pare-balles, d'aérosols de gaz poivre et d'autres équipements de protection à des forces de maintien de la paix des Nations Unies ainsi qu'à des services de police aux Pays-Bas. John Suttle, alors vice-président chargé de la communication de la filiale américaine de BAE, déclara au *New York Times* qu'Armor Holdings avait licencié Bistrong avant que BAE ne rachète l'entreprise en 2007. « Et ils ont bien fait », ajoutait-il, laissant entendre que, depuis le rachat, ces accusations n'avaient plus lieu d'être. Parmi les documents incriminants cités par le *New York Times* figurait un accord passé par Bistrong, en 2001, avec un officier, chargé des fournitures de la police de Rotterdam. Cet officier véreux fournit à Bistrong des informations confidentielles qui permirent à celui-ci de remporter un contrat portant sur la vente d'aérosols de gaz poivre pour 2,4 millions de dollars. L'ex-épouse de Bistrong, la diplomate Nancy Soderberg, avait travaillé et joué un rôle éminent aux Nations Unies sous la présidence de Clinton. Soderberg refusa de faire le moindre commentaire[11].

En 2009, avant que ces accusations ne soient rendues publiques, Bistrong avait été persuadé par le FBI de participer à une vaste opération d'infiltration, montée pour piéger et confondre les négociateurs d'entreprise se livrant à des pratiques de corruption. Bistrong put mettre ses connaissances approfondies en la matière pour jouer un rôle d'intermédiaire entre des directeurs des ventes du secteur de l'armement et des agents du FBI se faisant passer pour des représentants de clients potentiels. Ces faux intermédiaires informèrent ainsi des cadres dirigeants que, pour décrocher un prétendu contrat avec le ministre de la Défense du Gabon, il leur fallait accepter de lui verser une commission de 20 % - augmentée d'un pot-de-vin pour rémunérer les prétendus intermédiaires du potentat africain. C'est ainsi que l'hôtel Mandarin Oriental de Miami fut le théâtre de négociations pour la vente de lance-grenades, de tenues anti-émeutes et de fusils, entre des marchands d'armes, qui ne se doutaient de rien, et les agents du FBI qui les avaient appâtés[12]. Ce coup monté culmina avec une rafle au salon de la chasse et des armes de Las Vegas. Des agents du FBI y arrêtèrent 22 cadres dirigeants accusés de conspiration en vue d'enfreindre le Foreign Corrupt Practices Act (FCPA - loi promulguée en 1977 pour lutter contre la corruption, par des Américains, d'agents publics à l'étranger[13]). Leurs tractations avec des agents infiltrés avaient été enregistrées au cours de 155 réunions et de 25 000 conversations téléphoniques[14].

Au moment de ces arrestations, le FBI plaçait beaucoup d'espoir dans les poursuites subséquentes. C'était la première fois qu'une opération secrète de cette ampleur avait été organisée dans une affaire de corruption sur un marché étranger. Ces pratiques d'infiltration poussée étaient, en effet, plus courantes quand il s'agissait de démanteler des réseaux de trafiquants de drogue ou de porter des coups aux organisations mafieuses. Lanny A. Breur, fonctionnaire du ministère de la Justice, était optimiste : « Le message, c'est que nous allons utiliser contre les criminels en col blanc toute l'expérience acquise au cours de notre combat contre le crime organisé et les trafiquants de drogue. » Cet

optimisme fut, cependant, de courte durée.

Richard Leon, le juge chargé de l'affaire, commença par la séparer en quatre procédures distinctes. Le premier procès fut ajourné pour défaut d'unanimité du jury. Le deuxième se termina par l'acquittement de trois des prévenus et l'ajournement du jugement des trois autres, faute de majorité au sein du jury pour les condamner. Une semaine plus tard, le juge Leon rejeta tous les chefs d'inculpation qui pesaient sur les autres prévenus. Il critiqua sans ambages l'opération du FBI en rendant son jugement : « Pour ma part, j'espère que cette rude épreuve, si longue et, je n'en doute pas, si coûteuse, servira de leçon au ministère de la Justice comme au FBI. » Tant le juge que le président du jury critiquèrent les méthodes du FBI. Les plaisanteries grivoises faites par les agents fédéraux, et enregistrées par eux-mêmes, firent mauvais effet sur les jurés, tout autant que l'approche commerciale pressante et agressive qu'ils avaient adoptée au cours des négociations. Et l'opération fut, en définitive, considérée comme un abus de pouvoir. Le témoignage de Bistrong, pierre angulaire du coup monté, fut réfuté comme émanant d'une source douteuse, car il était pourvu d'un casier judiciaire[15].

Cette opération se solda donc par un fiasco et n'eut guère d'impact sur les pratiques en cours dans le secteur des armements. Au bout du compte, la branche américaine de BAE, Armor Holdings, accepta de payer une amende de 10,3 millions de dollars. En échange d'un abandon des poursuites, Armor reconnut sa responsabilité dans des versements de commissions illégales et des falsifications de documents dans le but de décrocher des contrats à l'étranger, ainsi que sa non-conformité aux règles de comptabilité interne. Armor Holdings dut aussi verser près de 5,7 millions de dollars, correspondant à des profits obtenus illégalement et la hausse de valeur depuis l'activité illégale, ainsi que diverses autres pénalités[16]. À sa sortie de prison, en 2014, Bistrong se fit consultant, vendant l'expertise acquise lorsqu'il collaborait secrètement avec le FBI à des entreprises souhaitant éviter d'être poursuivies en vertu du Foreign Corrupt Practices Act - que le président Trump a qualifiée d'« horrible loi » qui « devrait être changée[17] ».

Après la vente d'Armor Holdings à BAE, Warren Kanders chercha à entrer au conseil d'administration de Federal Signal, une entreprise spécialisée dans les systèmes de sécurité. Il n'en possédait que 5,7 % des actions mais se targuait de ses succès avec Armor Holdings. Il fit le siège des actionnaires en leur rappelant comment il avait sauvé Armor Holdings de la faillite et lui avait adjoint plus de 30 acquisitions en moins de dix ans, engendrant plus de 3,5 milliards de dollars de revenus grâce aux ventes d'armes, entre 1996 et 2007[18]. Mais le conseil d'administration voyait les choses d'un tout autre œil. En avril 2009, l'un de ses membres, John McCartney, écrivit une lettre aux actionnaires qui détaillait abondamment les raisons pour lesquelles « la priorité de Warren Kanders, c'est Warren Kanders », et non les intérêts des actionnaires. Au nom du conseil, McCartney écrivait que Kanders était « bien connu pour effectuer des transactions lui permettant de prélever des millions de dollars sur la trésorerie des entreprises avec lesquelles il est, ou a été, impliqué ». Ces transactions douteuses, dont 13 concernaient Armor Holdings, avaient rapporté à Kanders 6,5 millions de dollars, transférés des sociétés qu'il dirigeait vers son compte personnel[19]. Après avoir décrit d'autres malversations, la lettre aux actionnaires s'achevait par ces mots : « Nous vous exhortons à protéger votre investissement et à ne pas mettre en danger l'avenir de votre société en exposant Digital Signal aux menées de Warren Kanders et de ses associés[20]. »

Kanders s'efforça de démentir ces accusations mais sa candidature n'en fut pas moins rejetée par les actionnaires de Federal Signal. Peu après, il augmenta sa participation au capital de son ancienne entreprise d'équipements anti-émeute. En 2011, BAE revendit

Armor Holdings à la société d'acquisition de Kanders pour 12 millions de dollars. « Notre projet est de développer l'entreprise, tant en interne qu'au travers d'acquisitions nouvelles », déclara-t-il à l'époque[21]. Cette année-là, Kanders acquit également une participation majoritaire dans DHS Technologies, leader mondial des systèmes d'infrastructures mobiles pour les interventions d'urgence civiles et militaires[22]. Quelques années plus tard, en décembre 2014, DHS a dû verser 1,9 million de dollars, plus les intérêts, au gouvernement fédéral, afin d'éviter d'être poursuivie pour avoir facturé ses ventes à des agences fédérales à un prix inéquitable, entre 2007 et 2013[23]. Une plainte déposée par un lanceur d'alerte avait mené à cet arrangement à l'amiable. Aucune responsabilité personnelle ne fut déterminée, aucune condamnation pénale ne fut prononcée. Entre-temps, Warren Kanders s'était offert, pour 17,8 millions de dollars, une maison de ville de cinq pièces dans la très huppée 12^e Rue-Ouest de Manhattan.

L'histoire d'Armor Holdings est à la fois singulière et banale. Au cours des cent années qui viennent de s'écouler, tous les vendeurs de gaz lacrymogène et d'armements antiémeutes ont été amenés à dépenser de vastes sommes en arrangements à l'amiable et en amendes. Ils ont vu leurs produits être utilisés pour tuer, mutiler et torturer des gens dans le monde entier, et ils s'en sont frotté les mains. Ils ont acheté de nouvelles demeures toujours plus luxueuses, ils ont placé leurs rejets dans les meilleures écoles et universités. Il a pu leur arriver de dépenser quelques dizaines de milliers de dollars à une vente aux enchères, chez Christie's, pour s'offrir des souvenirs historiques. Enquêter sur les activités financières de l'élite est une nécessité absolue pour qui veut comprendre comment fonctionne le secteur de la sécurité et du maintien de l'ordre. Le commerce des équipements antiémeutes a toujours été et reste voué à la protection des richesses d'une infime minorité de nantis.

Notes

[1] Petruno Tom, « Stocks that were hot, not so hot in 1992 », *Los Angeles Times*, 1^{er} janvier 1993.

[2] Funding Universe, « Armor Holdings, Inc. History », non daté.

[3] Tackett John J., « Same house, same owners, different decorators », *Devoted Classicist*, 28 mai 2013.

[4] Funding Universe, « Armor Holdings, Inc. History. », *ibid.*

[5] Federal Enforcement Homeland Security Foundation, « What We Do », non daté, fehsf.org.

[6] Le formulaire d'exemption de l'impôt sur le revenu du FEHSF pour 2012 est disponible sur http://pdfs.citizenaudit.org/2013_12_EO/82-0555933_990_201212.pdf.

[7] Newcomb Peter, « America's 50 richest paydays: who, what, and how much », *Vanity Fair*, avril 2008 ; Safariland Group, « Our History », 2016, safariland.com.

[8] BBC News, « BAE firm in body armour pay-out », 7 octobre 2008 ; ministère de la Justice des États-Unis, « Armor Holdings Products LLC pays US \$30 million for the sale of defective Zylon bullet-proof vests », communiqué de presse, 7 octobre 2008.

[9] Kavanagh Michael, « Armor set to pay US government \$30m », *Financial Times*, 7 octobre 2007.

[10] Environmental Crimes Case Bulletin, US EPA, mai 2012, Jon E. Goodrich, Mace Personal Defense, Inc. Region 1.

[11] Henriques Diana B., « Supplier accused of bribes for UN contracts », *New York Times*, 22 janvier 2010.

[12] Feinstein, *Shadow World*, *ibid.*

[13] Henriques Diana B., « F.B.I. charges arms sellers with foreign bribes », *New York Times*, 20 janvier 2010 ; *Securities and Exchange Commission v. Armor Holdings*, plainte déposée devant l'United States District Court for the District of Columbia, 13 juillet 2011, <http://www.sec.gov/litigation/complaints/2011/comp22037.pdf> ; Pinkham Paul, Bull Roger, et Sun Steve Patterson, « Jacksonville company's shady dealings spanned globe, authorities say », *jacksonville.com*, 7 mars 2010 ; Bull Roger, « Armor Holdings: elaborate sting set up a number of meetings », *jacksonville.com*, 7 mars 2010.

[14] Matthews Christopher M., « How a former executive went undercover for prosecutors », *Wall Street Journal*, 24 mars 2014.

[15] Wilber Del Quentin, « Charges dismissed against 16 accused of bribing foreign official in sting », *Washington Post*, 21 février 2010.

[16] Kochan Nick et Goodyear Robin, *Corruption: The New Corporate Challenge*, New York, Palgrave Macmillan, 2011, p. 43-45 ; *Securities and Exchange Commission*, « SEC charges Armor Holdings, Inc. with FCPA violations in connection with sales to the United Nations », communiqué de presse, 13 juillet 2011.

[17] Koehler Mike, « Donald Trump: the FCPA is a 'horrible law and it should be changed », *FCPA Professor*, 6 août 2015.

[18] Kanders Warren B., « Warren B. Kanders, 5.7 % stockholder, seeks to become CEO of Federal Signal Corporation », communiqué de presse, 30 juin 2008.

[19] Federal Signal, « Federal Signal sends letter to stockholders », communiqué de presse, 6 avril 2009.

[20] Toutes les citations et tous les documents sont contenus dans les archives de la SEC.

[21] Just Olivia, « Kanders completes goal of buying Body Armor Company », *Connecticut Post*, 31 juillet 2012.

[22] L'année où le rachat de Safariland fut finalisé, Kanders dépensa des millions pour acheter des actions de Black Diamond, une entreprise dont il présidait déjà le conseil d'administration. Fabricant d'équipements sportifs, Black Diamond est une entreprise de loisirs qui s'est diversifiée dans les fournitures policières. Au moment où j'écris ces lignes, Kanders and Co possède 7 millions d'actions Black Diamond (21,5 % du capital).

[23] Ministère de la Justice des États-Unis, « DHS Technologies agrees to pay \$1.9 million to settle federal False Claims Act allegations », communiqué de presse, 4 décembre 2014.